

ACTEUR POPULAIRE, ÉCONOMIE POPULAIRE ET DÉVELOPPEMENT  
RÉEL : CONTRIBUTION À LA THÉORIE CRITIQUE DU CHANGEMENT  
SOCIAL AUX SUDS

Thierry Amougou

De Boeck Supérieur | « Mondes en développement »

2018/1 n° 181 | pages 71 à 84

ISSN 0302-3052

ISBN 9782807391918

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2018-1-page-71.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Acteur populaire, économie populaire et développement réel : contribution à la théorie critique du changement social aux Suds

Thierry AMOUGOU<sup>1</sup>

Forme de changement social, le développement a, dans sa version dominante, le marché autorégulateur, l'*homo aconomicus*, la croissance économique et la rationalité formelle au centre de sa dynamique. Celle-ci vise le passage des Suds des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes en suivant le chemin des pays du Nord. Très souvent, le développement réel n'est pas réalisé. L'acteur populaire dont les pratiques économiques et sociales sont légitimes, substantielles et allient traditionnel et moderne, semble capable de (ré) enchanter le développement en mobilisant ses dimensions réelles.

**Mots-clés :** développement réel, acteur populaire, économie populaire, Suds, milieu de vie

**Classification JEL :** A12, B0, O1

### ***Popular actors, the popular economy, and real development: Contribution to a critical theory of social change in the global south***

Considered as a kind of social change, development incorporates, within its dominant vision, the self-regulating market, homo economicus, economic growth, and formal rationality at the heart of its dynamic. The objective is to shift societies of the south away from traditional modes of living and towards embracing the nature of modern societies by following the path of developed countries. Often, real development is not achieved. Popular actors, the legitimacy of their economic and social practices, the substantial rationality that guides them, and their capacity to link traditional and modern patterns are all capable of (re)transforming development by mobilizing its real dimensions.

**Keywords:** Real development, popular actors, popular economy, global south, living environment

---

<sup>1</sup> Faculté des sciences économiques, sociales et politiques, Université catholique de Louvain (UCL). thierry.amougou@uclouvain.be

**C**omment l'acteur populaire explicite-t-il le développement réel ? Comment le développement réel permet-il de penser la tension entre modernisation et systèmes traditionnels ? Sur quoi repose la légitimité de l'acteur populaire, de ses pratiques économiques et du développement réel dans le cas des Suds ? Quelle grammaire de la légitimité des pratiques et des politiques de développement peut servir l'émancipation populaire dans les Suds ? L'objectif de cet article est d'esquisser des réponses à ces questions à travers (I) la mise en exergue des fondements et de la légitimité de l'acteur populaire et du développement réel dans les Suds, (II) une critique de la transition modernisatrice expérimentée dans les Suds, et (III) une reformulation et une refondation de la grammaire et de l'épistémologie critique du processus de développement dans les Suds.

## 1. ACTEUR POPULAIRE, ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT RÉEL DANS LES SUDS

Analyser, comprendre et proposer des modalités d'un changement social émancipateur est au cœur de la théorie critique telle que mise en forme intelligible par Karl Marx dès 1843 (Laville, 2015). Ceci explique qu'elle comporte une certaine homologie de pensée et de stratégie avec les recherches sur le développement. Celles-ci, depuis les années cinquante, cherchent à produire un savoir scientifique sur les sociétés et à les transformer *via* des propositions politiques et/ou paradigmatiques (Myrdal, 1990). Il s'ensuit, le développement étant une forme de changement social (Olivier de Sardan, 1995), que la crise de la déconstruction des années 1980 menée par l'école néoclassique jugeant sans objet l'économie du développement (Hugon, 2010), et la crise de reconstruction sous l'égide des études du développement (Peemans, 1996), sont parties intégrantes des soubresauts, filiations et oppositions de la théorie critique classique du changement social.

### 1.1 *De la liturgie néoclassique du développement au développement réel*

L'approche dominante du développement se décline très souvent sous formes de projets, de programmes (ajustement structurel/objectifs du Millénaire pour le développement), d'organisations (privées/publiques), d'échelles (macro/méso/micro) et de politiques multiples qui peuvent diverger sur le plan des instruments, des objectifs (sortie de crise/stabilisation/relance/innovation) de leur agencement cyclique (pro/contracyclique) et de leurs temporalités (court/moyen/long terme). Elle a pour identités remarquables, non seulement un objectif de modernisation économique des sociétés dites sous-développées par l'entremise d'un capitalisme dont le moteur est la croissance économique, mais aussi une modernisation politique dont le principe directeur est la

démocratie libérale et un changement social inspiré des trajectoires des pays dits développés pris comme types idéaux exemplaires (Peemans, 2002). Le développement se réduit alors au développement économique, qui lui-même implique la transformation des sociétés en sociétés de marché plus à même de produire la croissance.

L'hypothèse de « l'économiscisme » est au cœur de la liturgie néoclassique sur le processus de développement. L'offre et la demande s'ajustent de façon concurrentielle et fondent le marché autorégulateur parce que *toutes choses sont égales par ailleurs* en dehors de ces deux forces dites impersonnelles. Il en résulte, tant ce que Joseph Schumpeter appelait *le vice ricardien* (De Vroey, 1987) – il consiste à extrapoler sur la vie réelle des résultats théoriques obtenus sous hypothèses simplificatrices de celle-ci –, que l'assimilation du marché à un estimateur sans biais du réel sociétal. Ce dernier n'existe que dans une dimension congrue sous formes de chocs exogènes absorbés théoriquement par le marché, à travers les anticipations rationnelles des agents (Lucas, 1987 ; Muth, 1961). L'*homo economicus* qui en est déduit est un *homme-concept* représentant d'un rapport anthropologique désincarné et muet sur la rupture entre éthique et maximisation de l'utilité individuelle. Cet *homme-concept* assure aussi la fonctionnalité des modèles économiques qui constituent le soubassement de l'approche dominante du développement (ADD). Le fonctionnalisme qui en résulte du marché comme système d'échanges qui s'auto-institue, s'autotransforme et s'autoreproduit (Luhmann, 1989), participe à la désubstantialisation des politiques de développement, au même titre que le débordement de l'économie réelle par la sphère financière et l'installation de la bonne gouvernance comme cadre sémantique autoréférentiel et autovalident.

De ce fait, *le développement réel* est dissimulé par les variables financières du compte capital, occulté par les paramètres nominaux des transactions monétaires, et dématérialisé par les manipulations de nature scripturale. Par conséquent, la rationalité substantielle ne se rappelle plus à la rationalité formelle que sous forme d'une société contrariée par le fait qu'elle est ignorée par les modèles économiques alors qu'elle est impactée par les externalités négatives de leurs crises. Les Suds subissent les externalités négatives des crises globales ; ils ne vivent très souvent que sous forme d'un retour défiguré les paradigmes de développement (pertes de terre, licenciements massifs, nonaccès à l'eau, à l'électricité, à la santé et à l'éducation après privatisations,...). Dans cette perspective, le territoire, n'est pas seulement un espace support à équiper pour les externalités positives d'agglomération. Il n'est pas uniquement une géographie riche en matières premières ou à intégrer dans la stratégie d'optimisation de l'entreprise en prenant en compte la distance de celle-ci par rapport aux facteurs de production. Il est aussi, et surtout, *un milieu de vie à bâtir*. *Le développement réel* est donc un processus qui a pour objectif la reproduction durable de l'autonomie sociale et sociétale *d'un milieu de vie donné*. Cette reproduction s'effectue par la mobilisation interdépendante, dynamique et transformatrice de tous ses facteurs démographiques, environnementaux, culturels, institutionnels, économiques, politiques, imaginaires et mythologiques.

Ces territoires s'avèrent des lieux d'affrontement, dans l'histoire longue, entre acteurs dominants pour qui les territoires sont des gisements de ressources matérielles et humaines à incorporer dans la sphère de l'accumulation du capital, et acteurs plus ou moins dominés ou autonomes pour qui les territoires sont avant tout des lieux de vie où se jouent les conditions de la reproduction de la vie sociale et de son environnement naturel et matériel (Peemans, 2011 ; Amougou, 2010 ; Braudel, 1995).

Le temps long historique permet de mettre en exergue la multiplicité des temps et des rythmes sociétaux. Dès lors, l'histoire, entendue comme arrière-fond massif et structural dont l'inertie marque le présent et conditionne les innovations pour l'avenir, est fondamentale. L'histoire et le temps endogène, permettent, sans devenir des totalités structurantes effaçant les acteurs (Gurvitch, 1948), de saisir à la fois *les régimes d'historicité* (Hartog, 2003), *la personnalité historique* d'un territoire, de ses populations, de ses modes de régulation et d'intégration internationale. Ce paradigme analytique est donc celui d'un encastrement social (Polanyi, 1944), institutionnel (Boyer, 2015) et conventionnel (Orléan, 1999 ; Favreau, 1993) du processus de développement inscrit dans une histoire spécifique. La polysémie des pratiques concourt, de façon non automatiquement reproductible, à la construction d'une alchimie complexe dont les faits se déclinent moins sous forme d'un modèle valable universellement, que par l'alimentation permanente des *development studies* : toute grille d'analyse s'écarte d'un universalisme abstrait au profit de la complexité des réalités de terrain, de la multiplicité des situations, des rationalités et des modes de coordination (marché, réciprocité, redistribution) déclinées qualitativement ou quantitativement.

Le choix des échelles d'analyse reste ouvert avec une inclination à l'exploitation de leur complémentarité. Pour Wallerstein (1980, 14), « Il ne faudrait pas confondre ce qui est entier et ce qui est complet. La totalité c'est plus que les parties qui la composent, mais c'est moins aussi, assurément. » La problématique *acteurs ↔ territoires ↔ développement* soutient ainsi, non seulement l'idée qu'acteurs et développement ne prennent corps que sur des territoires, mais aussi qu'acteurs, territoires et développement sont en interactions dynamiques et réciproques, interactions qui les transforment mutuellement.

Quelle *esthétique du territoire* est compatible avec *une esthétique de vie bonne* sachant que *le milieu de vie* est le résultat d'un conflit historique d'acteurs à maîtriser et à stabiliser dans la durée ? Le territoire pertinent pour l'émergence économique, le marché, et celui qui est l'objet de l'accaparement du capitalisme agraire (*land grabbing*) sont-ils compatibles avec le bien-être des acteurs du bas ? Les écarts entre les standards territoriaux d'un capitalisme qui se veut sans conflits et ceux des acteurs populaires que configurent ces questions sont, soit des interstices où se factulisent le processus de développement réel, soit des sources de tensions qui reconfigurent ce qu'il faudrait entreprendre comme réformes, soit des espaces vides en demande de développement réel.

## 1.2 *Portée heuristique et posture critique de l'acteur populaire dans les Suds*

Améliorer de façon effective le bien-être économique, sociopolitique et anthropologique dans un milieu de vie caractérise le développement réel. Dans les Suds, l'antithèse économique de ce développement est « l'éléphant blanc », prototype d'investissements coûteux et modernisateurs sans impacts positifs sur le bien-être des populations. La dynamique de l'ajustement structurel, ensemble de réformes libérales aux externalités régressives en matière de bien-être, est son antithèse politique quand son antithèse idéologique est la modernisation pour la modernisation parce que guidée plus par un souci de rattrapage de pays industrialisés que par la sortie des problèmes concrets des Suds. Sortir des investissements de transit qui n'utilisent les Suds que comme laboratoires de l'innovation et du capital, penser des systèmes financiers de développement en lieu et place des systèmes financiers libéralisés desquels les populations pauvres des Suds subissent le rationnement du crédit (Amougou, 2010), interroger les investissements directs étrangers qui appauvrissent le capital naturel des Suds et en hypothèquent la durabilité, repenser une révolution verte très souvent sanctionnée par un essor agro-industriel sans développement des paysanneries (Ansoms et *al.*, 2014 ; Peemans, 2011), exigent de poser le regard sur des pratiques et des acteurs autres. Ces pratiques et ces acteurs sont au cœur d'innovations où les référents modernes et les traditions sont retravaillés en vue de l'émergence de voies alternatives de développement non directement lisibles par l'ADD et où se retissent les liens entre théorie et pratiques populaires.

Sans nier la place et l'importance d'autres acteurs de développement, l'acteur populaire des Suds est un maillon qui, non seulement peut relier paradigmes théoriques et vie réelle, mais aussi, opérationnaliser la dimension identitaire et subjective du développement réel comme incarnation d'une histoire et résultat d'un style de vie porteur de valeurs qui ne dépendent pas nécessairement de la dimension calculable et mesurable de l'ADD. Face à l'*homo aconomicus*, *homme-concept* ou, selon Bourdieu (1997), monstre anthropologique érigé en modèle universel, un *acteur réel* à la fois sur le plan humain et pratique est crucial pour l'opérationnalisation du développement réel : c'est *l'acteur populaire*. Cet acteur du bas réinstalle analytiquement la dimension collective et solidaire du processus de développement. Il n'est pas le fantasme d'une élite intellectuelle qui analyserait la culture du pauvre en la peignant comme son antithèse et non telle qu'elle est (Hoggart, 1970), mais consiste véritablement en un objet d'analyse critique. L'acteur populaire comme *personne conceptuelle* (Deleuze et Guattari, 1991), c'est-à-dire comme forme de pensée permettant d'étayer une idée philosophique, a au moins deux dimensions : une idéale (conceptuelle) et l'autre matérielle (réelle). La dimension conceptuelle est celle issue du point de vue du chercheur ou de l'observateur qui met en formule une réalité après y avoir mis de l'ordre pour la rendre intelligible. Elle peut être éprouvée en demandant aux acteurs observés de dire comment ils se conçoivent et se

perçoivent. On peut donc avoir une personne conceptuelle à partir du dehors et une personne conceptuelle à partir du dedans. La dimension réelle de l'acteur populaire montre son extrême diversité puis son aspect systémique et complexe quand la dimension conceptuelle peut faire penser à une unicité ou à une homogénéité. À titre d'exemple, il y a une diversité des paysanneries en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, mais leur saisie à travers l'identité du style de vie paysan, de l'activité paysanne et du territoire-paysan lisse cette diversité et fait de la paysannerie africaine, sud-américaine et du sud-est asiatique une incarnation contemporaine de cet acteur populaire dont les modes de reproduction et les territoires ont été considérés uniquement comme des intrants par la modernisation industrielle en remplacement de la société rurale jugée arriérée. De même, les tontines, les associations avec volet financier et les coopératives sont des acteurs collectifs hétérogènes sur le plan réel mais homogènes sur le plan conceptuel lorsqu'on parle d'eux comme d'un *système financier populaire* par opposition au système financier classique en Afrique subsaharienne (Kaparay, 2006). Les recherches sur l'acteur populaire et l'économie y afférente sont donc faites sous le paradigme sous-jacent de l'émancipation par rapport à l'ordre économique dominant. On peut interroger le concept d'acteur populaire en tenant à la fois compte de ses capacités (forces) et de ses incapacités (faiblesses) par rapport au développement réel (Corcuff, 2012). Si l'acteur populaire semble se situer dans le sillage de la sociologie pragmatique, au sens de critique de l'acteur incapable de la sociologie bourdieusienne (Laville, 2015), une autre de ses fonctions, non moins importante, est d'atténuer la fragmentation sociale qui ouvre parfois la voie à la domination des Suds par l'individualisme néolibéral (Boltanski, 2008).

## 2. DÉVELOPPEMENT RÉEL ET TRANSITION MODERNISATRICE DANS LES SUDS

### 2.1 *Tensions entre modernisation, systèmes traditionnels et économie populaire*

L'économie populaire est la composante économique de la culture populaire et l'acteur économique populaire une dimension de l'acteur populaire. C'est une économie au sein de laquelle, outre l'aspect économique, les activités des petits producteurs ou des petits commerçants urbains, ruraux, périurbains ou intégrés dans un réseau international sont encadrées dans des rapports sociaux de redistribution où s'enchevêtrent les dimensions de la famille étendue, du voisinage, et de toutes les dimensions sociales et culturelles qui contribuent à la sécurisation de ceux qui sont socialisés dans ces réseaux (Kambale Mirembe, 2005). Ses assises organisationnelles dans les territoires postcoloniaux africains, latino-américains et asiatiques, ses ressources humaines, financières et institutionnelles doivent autant aux civilisations et imaginaires antérieurs au

capitalisme qu'à la reproduction issue de la rencontre entre les systèmes économiques traditionnels et la modernisation économique (Amougou, 2010). Il en résulte plusieurs tensions qui alimentent le débat sur l'économie politique du développement en postcolonies des Suds. Premièrement, la tension destructrice et créatrice entre la rationalité formelle (dichotomique, hiérarchique, règles synoptiques *ex ante*, autorité externe, non réflexive) de l'économie moderne et la rationalité substantielle (normes vivantes et concrètes dans les pratiques, reconnaissance communautaire) de l'économie populaire (De Munck et Verhoeven, 1997). Deuxièmement, la tension destructrice et créatrice entre la reproduction inégalitaire du capitalisme (inégalité de richesses, de revenus et de pauvreté) et la reproduction moins inégalitaire de l'économie populaire (Wautelet, 2008). Troisièmement, la tension destructrice et créatrice entre la sociabilité solidaire de l'économie populaire (Ayimpam, 2014) et la fragmentation, la spécialisation et la différenciation induites par le système économique moderne (Luhman, 1989). Quatrièmement, la tension destructrice et créatrice entre une modernisation qui conçoit le développement comme une transition sociétale où les systèmes traditionnels sont absorbés par les systèmes modernes, et une économie populaire où le développement est très souvent l'invention d'une civilisation matérielle et spirituelle complexe et hybride (Peemans, 2011). Enfin, la tension entre une économie populaire qui « resubstantialise » l'économie politique du développement des Suds (cas des Bayam-Sellam des marchés populaires subsahariens) et une économie formelle qui la « désubstantialise » par des modèles mathématiques abstraits qui effacent les êtres d'os et de chair (cas de la macro-économie qui fait disparaître les personnes que l'on affuble d'hypothèses étriquées de comportement).

## ***2.2 La double crise et son potentiel créateur d'une trajectoire inédite de développement***

Les tensions sus-évoquées sont à l'origine d'une double crise, – celle de l'économie formelle et celle de l'économie populaire –, dont les effets sont sources d'innovations : cas de l'agriculture urbaine à la fois un signe de la crise du modèle paysan de développement, et un produit d'une urbanité insécurisée des acteurs populaires. Une nuance s'impose ainsi lorsque nous parlons de paradigme de développement dominant dans les Suds. Sur le plan formel, le modèle dominant est très souvent celui issu du Consensus de Washington. Il est, sur le plan sociologique et démographique, lui-même dominé par les pratiques populaires de reproduction sociopolitique et économique dans des territoires où les kystes de modernités utilisés comme arguments de modernisation sont loin d'avoir répondu aux demandes de développement réel des classes populaires. Ces pratiques populaires sont, à leur tour, dominées sur le plan des rapports bi et multilatéraux. Cela veut dire que le paradigme de développement dominant dans les Suds par rapport au Consensus de Washington et aux pratiques populaires, est une double crise du « haut de



l'économie » et du « bas de l'économie » dont l'une est l'envers de l'autre, tout en se nourrissant mutuellement : la crise du Consensus de Washington contrarié par les pratiques populaires de développement, et la crise des pratiques populaires de développement contrariées par le Consensus de Washington et ses variantes (Ntungila-Nkama, 2010). Les coordonnées polaires potentiellement dominantes du processus réel de développement des Suds semblent donc données par des innovations issues de cette double crise où des pratiques populaires et institutionnelles, tantôt concurrentes (cas du financement de la micro-entreprise par crédit tontinier et par crédit bancaire), tantôt complémentaires (cas des tontines qui profitent d'un découvert bancaire), et tantôt mutuellement excluantes (réputation sociale *versus* garanties matérielles pour accéder au crédit), tracent des pistes inédites d'une nouvelle trajectoire de développement au-delà de la seule transition modernisatrice (Amougou, 2011).

### **2.3 Développement réel, acteur populaire et hypothèse d'une mondialisation heureuse**

L'émergence économique, nouvel indicateur moderne de référence lorsqu'on parle aujourd'hui de plusieurs pays des Suds, met en résonance développement et croissance puis économie populaire et capitalisme au travers de la promotion du marché global (*global market*) dont l'hypertrophie serait favorable aux Suds émergents.

Une approche néobraudélienne des rapports entre modernisation et processus de développement au sein de l'État-nation des Suds (Amougou, 2010 ; Peemans, 1997), met en évidence le fait que le *global market* correspond à une globalisation du marché privé (*private market*), domaine de l'acteur capitaliste du haut dont parle Fernand Braudel dans sa tripartition verticale du marché (Vershave, 1994). Au ras du sol se trouve le fourmillement de petits acteurs, « des acteurs du bas » à la fois dans et hors du marché réel : c'est le lieu de la civilisation matérielle et spirituelle qui certifie les rapports entre l'homme, le politique, l'économique et son environnement. Et dans l'étage intermédiaire se trouvent les acteurs intermédiaires entre villes et campagnes (boutiquiers, commerçants divers, colporteurs ou la vendeuse africaine de produits vivriers en plein air) : c'est le marché public (*public market*) caractérisé par les échanges de courte distance, la main dans la main, les yeux dans les yeux (Braudel, 1979). Suivant ce prisme, les acteurs économiques populaires sont ceux des strates du bas et intermédiaires en interaction avec la strate du haut, celle des échanges de longue distance (le capitalisme). Dans la mesure où chaque strate représente un territoire sous forme de milieu de vie, la mondialisation actuelle est malheureuse pour les acteurs populaires car elle impose les régulations et les objectifs du *global private market* aux autres strates et à leurs acteurs sans tenir compte des externalités négatives et socialement régressives dans leurs conditions de vie. De ce fait, l'hypothèse d'une mondialisation heureuse est une mondialisation qui tiendrait compte, non seulement du fait que les strates du bas, les strates

intermédiaires et leurs acteurs existent toujours dans les Suds, mais aussi du fait que leurs activités et leurs acteurs ont, en longue période, contribué au développement du *global market*. Dès lors, une politique économique globale du développement réel consisterait, d'une part, à reconnaître que l'État-nation des Suds se trouve entre économie populaire et reproduction inégalitaire capitaliste (Wautelet, 2008) et, d'autre part, « à mettre en place des politiques visant à réduire la croissance des inégalités infranationales, nationales et internationales, en insistant sur l'histoire et la dynamique des systèmes et sous-systèmes nationaux, les dynamiques contradictoires entre les strates suivant une prise en charge symbiotique des problèmes de bien-être qui en découlent » (Amougou, 2015, 60).

### 3. REFORMULATION ET REFONDATION DE LA GRAMMAIRE CRITIQUE DU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DANS LES SUDS

#### 3.1 *Libérer l'innovation sociale : sortir de « la bibliothèque coloniale »*

*Volens nolens*, l'histoire des Suds, et notamment celle de l'Afrique subsaharienne, est largement plus vieille, et donc plus longue, que celle du capitalisme occidental (Vidrovitch, 2013). De ce fait, l'économie politique des Suds, soit « l'étude de la production économique, l'offre et la demande des biens et services et leurs relations avec les lois et les coutumes... » (Gide, 1931), ne peut que confirmer l'hypothèse de l'existence précoloniale de mécanismes et de systèmes complets de reproduction sociétale pouvant être assimilés à des formes très anciennes de développement réel, c'est-à-dire de civilisation matérielle et spirituelle. Une telle hypothèse contredit « la bibliothèque coloniale » (Mudimbe, 1988). Celle-ci a non seulement discriminé statistiquement et cognitivement les Suds précoloniaux et leurs civilisations, mais aussi considéré qu'avant la civilisation matérielle et spirituelle occidentale, il n'y avait rien dans les Suds qui corresponde au développement. Il en a résulté « une invention des Suds » lus à travers le seul prisme occidental comme des formes arriérées de l'Occident.

Sortir ces Suds du *cœur des ténèbres* (Conrad, 1989) a obligé les modèles de développement précurseurs des années 1945-50 à les analyser sous le prisme du manque, de l'absence, des carences et des incomplétudes par rapport à l'Occident et non par rapport à eux-mêmes (Mbembe, 2015). Dès lors, le développement, réalité devenue exogène à cause de « la bibliothèque coloniale », transforme très souvent les Suds, soit en lieux de tentative de reproduction des trajectoires occidentales considérées comme des types idéaux historiques exemplaires, soit en sites d'expérimentation des théories de la bibliothèque économique néoclassique, autant de raisons qui évincent le développement réel.

Par conséquent, analyser l'économie populaire sous formes d'innovations sociales, de circulation de biens, de services et d'ouverture au monde partant des interactions entre les trois strates de Braudel, peut permettre de construire le bien-être des Suds à partir de ce qu'ils sont réellement et non à partir de ce qu'ils devraient être.

### **3.2 *Refondation des sources de légitimité des pratiques et des politiques de développement dans les Suds***

La légitimité des pratiques et des politiques de développement dans les Suds signifie que les peuples qui composent les sociétés des Suds reconnaissent, non seulement leur justesse fondamentale dans leur ensemble, mais aussi acceptent de se conformer à leurs règles et prescriptions parce que leur vie s'améliore. « La bibliothèque coloniale », représentative des savoirs, pratiques et prescriptions politiques produites par l'État et les sciences sociales coloniales sur les Suds, a instauré « un ordre des choses et des gens » sans participation des peuples des Suds et par éviction de leurs savoirs, pratiques, identités et subjectivité du processus de modernisation sous tutelle dans le cadre de la mise en valeur de son domaine colonial. Cette dernière a été poursuivie par la bibliothèque économique classique puis néoclassique qui, respectivement dans les années 1945-50, puis 1980, ont procédé par généralisation dans les Suds d'un cas particulier de développement, celui de l'Europe (Seers, 1963), et par promotion du marché concurrentiel comme seule solution aux problèmes des Suds.

L'absence de légitimité d'une telle démarche a été dénoncée scientifiquement par Dudley Seers en 1963 dans « *The limitation of the special case* ». Quelle est la légitimité en zones extra-occidentales de la généralisation par les sciences économiques d'un cas particulier, celui de l'Occident ? La réponse à cette question, d'une part, démontre que c'est le point de vue d'une économie politique fondée au XVIII<sup>ème</sup> siècle qui a stylisé les Suds en faits globaux récurrents à partir du cas spécifique de l'Europe et, d'autre part, que c'est le discours de cette économie politique qui, par éviction des Suds tels qu'ils sont réellement, a construit l'objet développement en s'écartant du développement réel au profit d'une tentative de reproduction de l'Europe aux Suds.

Repenser les sentiers du développement réel aux Suds exige donc la réhabilitation de nouvelles sources de légitimités des pratiques, des politiques et des modèles de développement. L'économie populaire, ses pratiques et ses institutions permettent, par exemple, aux Africains démunis de sortir du rationnement du crédit bancaire grâce aux tontines culturellement adaptées (Umuhire, 2013 ; Amougou, 2010), aux paysans des Suds de s'organiser en coopératives agricoles afin de mieux faire face à leurs problèmes, à plusieurs communautés latino-américaines de se réapproprier l'outil monétaire à travers les monnaies populaires (Théret, 2008), aux femmes africaines d'échapper à l'étau machiste du patriarcat et du capitalisme en initiant une activité

d'acheteuses/revendeuses de produits vivriers dans les marchés populaires urbains et périurbains (Ngo Nyemb, 2017). En conséquence, au vu du caractère hybride de l'économie populaire témoignant de son ancrage à la fois moderne et traditionnel, la bibliothèque populaire des Suds, ensemble des savoirs, des pratiques, des institutions et des modèles populaires de vie, semble ainsi la seule à jouir d'une légitimité complète par rapport au développement réel. Par comparaison, la bibliothèque coloniale n'y a pas de légitimité et la bibliothèque économique néoclassique seulement une demie, étant donné qu'elle est légitime dans les politiques officielles mais illégitime dans les pratiques économiques populaires. Il en résulte une légitimité de l'économie populaire liée, non seulement au développement réel des acteurs du bas qu'elle induit, mais aussi au fait que l'économie populaire des Suds est plus adaptée aux codes culturels des Suds par sa longue mémoire des civilisations matérielles et spirituelles précoloniales (légitimité culturelle), à leur histoire par hybridation du traditionnel et du moderne (légitimité historique) et à leur subjectivité par prise en compte des rapports conflictuels, concurrentiels et complémentaires entre des formes institutionnelles diverses et des expériences spécifiques de vie (légitimité subjective).

### ***3.3 Mobiliser une économie politique des absences et des émergences des Suds***

Alors que les sciences sociales critiques ont accumulé d'immenses connaissances sur ce qui ne va pas dans les Suds en matière de développement, comment expliquer que rien ne change ? La possibilité de l'immobilisme semble prendre plusieurs directions qui structurent les coordonnées polaires d'une nouvelle économie politique du développement réel des Suds. La sociologie pragmatique aide à s'écarter de la coupure entre le savant et l'acteur populaire en prenant au sérieux ce que disent les acteurs populaires car même leurs illusions participent de l'ouverture des possibilités d'émancipation à construire en se basant sur les épreuves existentielles (Boltanski, 2015). Il en résulte une complémentarité entre cette sociologie pragmatique et la sociologie publique qui, en coopérant directement avec la société (associations autonomes, groupes de reconnaissance mutuelle) et non avec les marchés et les États, participe à la construction mutuelle des savoirs entre chercheurs et acteurs populaires (Laville, 2015). Outre ces apports, s'ajoutent deux sociologies emblématiques : celle des absences et celle des émergences des Suds (Sousa Santos, 2011). Elles posent la thèse du passage de la pensée occidentalocentriste à celle des acteurs subalternes des Suds dont le statut de subalterne peut rendre le processus de développement plus sensible à l'évolution du statut des acteurs du bas.

Un résultat apparaît : deux économies politiques avec deux types de pratiques, de savoirs, des cadres sémantiques propres et, par conséquent, pour l'économie politique « occidentale », l'incapacité d'inclure les savoirs alternatifs, l'autoréférencement, par exemple en matière de bonne gouvernance et de PAS.

Un autre aspect de cette sociologie des absences et des émergences est la thèse de faire des Suds leurs centres propres par la construction d'une capacité autochtone de lecture du monde et de transformation dans un rapport dynamique entre État, monde, sociétés et acteurs du bas. À cela s'ajoute une thèse sémantique orientant une émancipation des concepts de l'ADD, étant donné que désigner et définir les choses autrement, non seulement donne un pouvoir aux acteurs du bas, mais permet aussi des diagnostics différents et des solutions inédites. Quand l'Occident parle, par exemple, de croissance économique au détriment de l'environnement, plusieurs acteurs populaires d'Amérique latine parlent de *Buen Vivir* (vie bonne) compatible avec *Pacha Mama* (la terre mère) (Guillebaud, 2015). Les Béninois évoquent le développement en parlant de *Alafia* (prospérité partagée) et de nombreux peuples bantous de *Ubuntu* (faire l'humanité ensemble).

La révolution sémantique qui se dessine à travers cette sortie de l'intelligence conceptuelle des Suds de son déclassé organisé par les bibliothèques coloniale et néoclassique, nécessite au minimum deux attitudes. Un élargissement des capteurs de données et de l'interprétation du monde au-delà de la seule science occidentale et de la seule intelligence galiléenne (classer, démontrer, hiérarchiser). Une reconnaissance d'intelligences et d'autres formes symboliques (religions, mythes, langues et arts des Suds) permettent d'élargir la lecture et la compréhension du monde (Cassirer, 1972).

## CONCLUSION

Les Suds ont le potentiel d'une politique émancipatrice basée sur une éthique du partage et de reproduction durable de la vie par des innovations qui viennent majoritairement des acteurs du bas en reliant présent et passé dans une quête d'un mieux-être à l'âge global. Une sortie du monisme développementaliste passe aussi par une décolonisation épistémologique des manières de penser les Suds où le postcolonial institutionnel reste structuré par le colonial. L'économie populaire et l'acteur y afférent semblent capables de réconcilier modernisation et développement réel en substantialisant et redéfinissant le processus de développement sous contraintes des cultures et histoires des Suds.

## BIBLIOGRAPHIE

- AMOUGOU T. (2015), Capitalisme, reproduction inégalitaire et transition développementaliste, L'aggravation des inégalités, *Alternatives Sud*, vol. 22, 35-65.
- AMOUGOU T. (2011) Afrique subsaharienne. Développement, démocratie et marché, *La Revue Nouvelle*, 88-99.
- AMOUGOU T. (2010) *Dualisme financier et développement au Cameroun. Une approche néobrandélienne et système*, Louvain-la-Neuve, PUL.

- ANSOMS A., CHARLIER S., CASTANEDA L. S., VERHAEGEN E. (dir.) (2014) *Au-delà de l'accaparement. Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, Bruxelles, Peter Lang.
- AYIMPAM S. (2014) *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseau sociaux*, Paris, Karthala.
- BOLTANSKI L. (2015) Situation de la critique, in B. Frère (dir.) *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 189-217.
- BOLTANSKI L. (2008), *Rendre la réalité acceptable*, Paris, Demopolis.
- BOURDIEU P. (1997) Le néolibéralisme comme révolution conservatrice, in P. Bourdieu, interventions 1961-2001, textes choisis et présentés par Franck Poupeau & Thierry Discepolo, Marseille, Agone, Contre-Feux.
- BOYER R. (2015) *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte.
- BRAUDEL F. (1995) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle. 1. Les structures du quotidien*, Paris, Le Livre de Poche.
- BRAUDEL F. (1979) *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin.
- CASSIRER E. (1972) *Le Langage. La philosophie des formes symboliques*, I, Paris, Flammarion.
- CONRAD J. (1989) *Au cœur des ténèbres*, Paris, Flammarion.
- CORCUFF P. (2012) *Où est passée la critique sociale ?*, Paris, La Découverte.
- DELEUZE J., GUATTARI F. (1991) *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- DE MUNCK J., VERHOEVEN M. (1997) *Les mutations du rapport à la norme. Un changement dans la modernité ?*, Paris/Bruxelles, De Boeck.
- DE VROEY M. (1987) L'objet et la méthode : une réflexion sur l'explication en économie, Chaire Quetelet 87, *L'explication en sciences sociales. La recherche des causes en démographie*, 13-16 octobre, Louvain-la-Neuve, UCL, Belgique.
- FAVREAU O. (1993) L'économie de l'action collective, in F. Chazal (dir.) *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, « Sociologies ».
- GIDE C. (1931) *Principes d'économie politique*, Paris, Sirey.
- GUILLEBAUD J.-C. (2015) *Le commencement d'un nouveau monde. Vers une modernité métisse*, Paris, Points.
- GURVITCH G. (1948) *Morale théorique et science des mœurs. Leurs possibilités, leurs conditions*, Paris, PUF.
- HARTOG F. (2003) *Régime d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- HOGGART R. (1970) *La culture du pauvre*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- HUGON P. (2010) La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement ?, *Mondes en Développement*, vol. 38, n° 150, 53-67.
- KAMBALE MIREMBE O. (2005) *Échanges transnationaux, réseaux informels et développement local. Une étude du Nord-Est de la RDC*, Louvain-la-Neuve, PUL.
- KAPARAY C. (2006) *Finance populaire et développement durable en Afrique au Sud du Sahara. Application à la région Nord-Est de la RDC*, thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Louvain-la-Neuve/Belgique, PUL.
- LAVILLE P. (2015) La théorie critique : de l'impasse au renouveau. École de Francfort, sociologie pragmatique et publique, épistémologie des Sud, in B. Frère (dir.) *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, 407-433,

- LUCAS R. E. (1987) *Models of Business Cycle*, Chicago, Basil Blackwell.
- LUHMANN N. (1989) *Le droit comme système social*, trad. M. van de Kerckhove, Droit et Société, n° 11-12.
- MBEMBE A. (2015) Venez en Afrique, venez chez nous, interview réalisée par C. Ayad et M. Serge, *Le Monde*, Hors-série, Afrique l'envol, 6-11.
- MUDIMBE V. Y. (1988) *The invention of Africa*, London, Indiana University Press.
- MUTH J. F. (1961) Rational Expectations and Theory of Price Movement, *Econometrica*, vol. 29, 315-335.
- MYRDAL G. (1990) *The political element in the development of economic theory*, New York, Transaction Publisher.
- NGO NYEMB M. (2017) *L'autonomisation des femmes dans un contexte de déficit de développement réel : analyse des pratiques des Bayam-Sellam détaillantes des marchés populaires de Yaoundé et de Donala au Cameroun*, PUL, Belgique.
- NTUNGILA-NKAMA F. (2010) *Pratiques populaires liées à la production et à l'appropriation de l'espace en périphérie de la ville de Kinshasa (RDC)*, thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Louvain-la-Neuve/Belgique, PUL.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1995) *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- ORLÉAN D. (1999) *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.
- PEEMANS J.-P. (2011) *Les discours sur le développement rural face aux réalités du monde et de l'Asie du Sud-Est (1945-2010)*, Études et Documents du GRAESE (Groupe de Recherche Asie de l'Est et du Sud-Est), n° 1, Gembloux.
- PEEMANS J.-P. (2002) *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXème siècle*, Paris, L'Harmattan.
- PEEMANS J.-P. (1997) *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- PEEMANS J.-P. (1996) L'utopie globalitaire, in C. Comelieu (éd.) *L'économie à la recherche du développement*, Nouveaux Cahiers de PIUED, Paris, PUF.
- POLANYI K. (1944) *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Flammarion,
- SEERS D. (1963) The limitation of the Special Case, *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics & Statistics*, 25, 2, 77-98.
- SOUSA SANTOS B. (2011) Épistémologie du Sud, *Études rurales*, n° 187, 21-50.
- THÉRET B. (2008) *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- UMUHIRE P. G. (2013) *Informal Finance and Formal Microfinance. The Rationale of their Coexistence in the context of Urban African Financial Markets*, thèse de doctorat en sciences économiques, PUL, Louvain-la-Neuve/Belgique.
- VERSCHAVE F.-X. (1994) *Libres leçons de Braudel. Passerelles pour une société non excluante*, Paris, Syros.
- VIDROVITCH C. (2013) L'historiographie africaine en Afrique, *Revue Tiers Mondes*, n° 216, 111-127.
- WALLERSTEIN I. (1980) *Capitalisme et Économie-monde (1450-1640)*, Paris, Flammarion.
- WAUTELET J.-M. (2008) L'État entre économie populaire et développement inégalitaire, *Mondes en Développement*, n° 143, 11-26.